

Le Pivot-Sentinelle

Magazine du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement - Edition trimestrielle - N°4 - Juillet à Septembre 2025



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT



"Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour moderniser et pour transformer des vies."

Tournée de présentation du TNSE

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a débuté au mois de septembre 2025, une tournée de présentation aux ministres réformateurs, du Tableau Numérique de Suivi-Évaluation (TNSE) des réformes engagées par le Gouvernement pour améliorer le Climat des affaires en République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agit d'un outil digital novateur qui permet de mesurer, en temps réel, l'avancement des réformes sur le climat des affaires, d'identifier les blocages et de proposer des solutions concrètes.

Guylain Nyembo mobilise les ministres réformateurs pour faire accélérer les réformes sur le Climat des affaires

Lire articles pp 15, 16



SOMMAIRE

FPHN sur les ODD

« Nous appelons à une action concertée intégrant paix, sécurité et climat », Guylain Nyembo

P.5

Coopération au développement

Redynamisation des Groupes Thématisques Sectoriels pour renforcer le dialogue Gouvernement-Partenaires au développement

P.11

PDL-145T

« Les missions de terrain sont essentielles pour la coordination et surtout le contrôle de cet important programme », Guylain Nyembo, dans la zone CFEF au Kongo central

pp 12, 13, 14

De New York à Bruxelles,

Guylain Nyembo place la RDC au cœur des investissements internationaux

pp. 18, 19



ÉDITORIAL

Planifier, moderniser et transformer : un engagement qui s'accélère

Le troisième trimestre de l'année 2025 aura été marqué par une dynamique de continuité, de cohérence et d'action. À la tête de mon ministère, je poursuis avec détermination la mission qui nous incombe : celle de faire du Ministère du Plan & CAD, le pivot stratégique de la transformation nationale, à travers trois chantiers majeurs (1) la modernisation des outils de planification, (2) la diplomatie économique proactive et, (3) le suivi rigoureux des programmes à impact visible.

Sur le climat des affaires, ma tournée auprès des ministres réformateurs a constitué une étape essentielle de la gouvernance numérique. J'y ai présenté le Tableau Numérique de Suivi et d'Évaluation (TNSE), un instrument novateur qui renforce la transparence et la redevabilité, tout en ancrant la culture de la performance dans la gestion publique. Mon objectif est clair : instaurer une approche intégrée du pilotage des réformes, pour que chaque ministère contribue efficacement à l'amélioration durable du climat des affaires dans notre pays.

Dans le même esprit d'action de terrain, j'ai effectué des missions de supervision du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), notamment dans la province du Kongo Central, afin de m'assurer de la qualité et de l'impact des ouvrages réalisés. « Voir par soi-même, c'est gouverner avec responsabilité » et je crois fermement que le suivi rapproché est la clé d'une action publique crédible et efficace.

Sur le plan international, ma diplomatie économique s'est poursuivie avec intensité. De New York à Bruxelles, en passant par Le Caire et Séville. J'ai porté la voix de la République Démocratique du Congo auprès de nos partenaires, dans l'esprit de la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo : bâtir une économie résiliente, inclusive et moderne. Ces échanges ont permis d'élargir nos partenariats stratégiques, de renforcer la confiance et de mobiliser des investissements responsables au service de notre développement.

Ce trimestre aura également vu la consolidation de notre architecture institutionnelle, avec la redynamisation des Groupes Thématiques Sectoriels (GTS) et le lancement du Bulletin d'Informations des Secteurs Productifs (BISP), deux instruments essentiels de coordination et de suivi de la performance.

Ces différentes actions traduisent une conviction constante : planifier pour agir, moderniser pour mieux servir, transformer pour impacter.

C'est dans cet esprit que je reste pleinement engagé à faire du Ministère du Plan un acteur moteur de la transformation du pays, au service du développement, de la transparence et du bien-être de nos populations.

“Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour moderniser et pour transformer des vies.”

**Guylain
Nyembo Mbwizya**

Ministre d'État, Ministre du Plan
et de la Coordination de l'Aide
au Développement

• Séville : 4^e Conférence internationale sur le financement du développement

Guylain Nyembo plaide pour une réforme de l'architecture financière mondiale

Lors de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Séville, en Espagne, le 01 juillet 2025, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a livré un message fort au nom du Président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi. Intervenant au deuxième jour des assises, il a plaidé en faveur d'un nouvel ordre économique mondial plus équitable, où l'Afrique ne serait plus reléguée au second plan des décisions stratégiques globales.

Dix ans après la conférence d'Addis-Abeba, alors que le monde est secoué par des crises multiformes : pandémies, conflits, dérèglements climatiques, instabilité économique, le Vice-Premier Ministre a exhorté la communauté internationale à un véritable « dépassement collectif ». Face à ces défis globaux, il a insisté sur la nécessité urgente de revitaliser les mécanismes de coopération au développement, en se fondant sur la transparence, l'équité et la responsabilité mutuelle.

Guylain Nyembo a mis en avant les progrès de la RDC en matière de gouvernance publique, de lutte contre la corruption et de redressement des finances.



En moins de six ans, le pays a vu son budget national quadrupler, un indicateur tangible de sa volonté de transformation.

Plaidoyer pour une représentation équitable au sein des Institutions de Bretton Woods

Le Vice-Premier Ministre a ensuite pointé du doigt les conditionnalités rigides imposées par certains bailleurs, qui freinent la mise en œuvre des politiques de développement alignées sur les priorités locales. Il a lancé un appel pressant pour une réforme structurelle de l'architecture financière internationale : « La République Démocratique du Congo plaide pour une représentation plus équitable des États au sein des institutions de Bretton Woods ; des instruments de financement plus flexibles, moins conditionnés à des politiques d'austérité susceptibles de conduire à des troubles sociaux ; une coordination renforcée entre bailleurs et

une affectation judicieuse des financements vers les besoins réels définis par les pays eux-mêmes, pour éviter la fragmentation des appuis et leur utilisation pour des projets non structurants... La RDC soutient également une fiscalité mondiale plus juste », a-t-il déclaré, plaident pour une transparence accrue des juridictions fiscales et pour une taxation adaptée des multinationales dont les activités nuisent à l'environnement et à la santé publique.

Une rémunération juste pour les forêts congolaises

Dans son plaidoyer, Guylain Nyembo a rappelé que la RDC abrite plus de 60 % des forêts du bassin du Congo, second réservoir de carbone au monde après l'Amazonie. Il a exigé une reconnaissance équitable des crédits carbone générés par ces forêts sur les marchés internationaux. « Ces écosystèmes ne sont pas seulement un patrimoine national, mais des biens communs de l'humanité. Ils doivent faire l'objet d'une rémunération juste pour les services écosystémiques qu'ils rendent à la planète », a-t-il martelé.

Cette intervention s'inscrit dans une dynamique plus large de justice climatique, où les pays du Sud, bien que peu responsables historiquement des émissions, réclament leur juste part dans le financement de la transition verte.

Session parallèle du partenariat mondial : vers un Pacte 2030 pour une coopération efficace au développement

À Séville, Guylain Nyembo a également pris part, aux cotés des différents représentants d'autres pays, à une session parallèle en tant que panéliste, autour du thème : « Utiliser les données probantes et le dialogue pour stimuler l'action vers un Pacte 2030 pour une coopération au développement efficace ».

Une plateforme d'échanges stratégique pour rappeler que l'efficacité de l'aide passe aussi par la qualité des données, la transparence, et l'écoute mutuelle entre partenaires. Il y a souligné l'importance des données fiables et du dialogue inclusif pour renforcer l'efficacité de l'aide, et a



plaidé pour un « Pacte 2030 » reposant sur des principes de redevabilité mutuelle, d'alignement sur les priorités nationales et de résultats mesurables.

La voix de la RDC s'est ainsi élevée pour réclamer une coopération internationale renouvelée, lucide et résolument tournée vers l'intérêt des peuples. Dans une tonalité mêlant fermeté et volonté de dialogue, le Vice-Premier Ministre a réaffirmé l'attachement de la RDC aux principes du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Il a appelé l'ensemble des pays présents à faire de la solidarité internationale un levier d'innovation, de résilience et de justice pour un avenir durable et équitable.

• Coopération bilatérale

Guylain Nyembo explore le modèle égyptien pour moderniser les villes congolaises au Ministère du Plan et CAD

Après sa participation à la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville (Espagne), le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, s'est rendu au Caire, à la tête d'une délégation de haut niveau, pour examiner le modèle égyptien d'aménagement urbain.

Il était accompagné des gouverneurs de Kinshasa et du Tanganyika, deux provinces de la République Démocratique du Congo (RDC) marquées par une urbanisation rapide et qui font face aux défis de logement, de mobilité, de gestion des déchets et d'accès aux services sociaux de base.

Le choix de l'Égypte n'est pas anodin : le pays a entrepris, au cours de la dernière décennie, un programme ambitieux de modernisation urbaine, à l'image de la nouvelle capitale administrative, le Caire. Ce projet illustre la capacité d'un État à anticiper les pressions démographiques et à mettre en œuvre une vision cohérente de développement urbain intégrant infrastructures, économie et services publics.

Enseignements utiles pour la RDC

Le 6 juillet 2025, la délégation congolaise a eu sur place des entretiens enrichissants avec les responsables de la NASPS Technology and Innovation, spécialisée dans la digitalisation, la sécurisation



des données et la production de documents officiels, un domaine essentiel pour moderniser l'administration et renforcer la gouvernance urbaine ; et ceux de ACUD (Administrative Capital for Urban Development), l'agence responsable du pilotage et de la gestion de la nouvelle capitale égyptienne, dont l'expertise en matière de planification et d'exécution de projets urbains intégrés constitue un modèle de référence.

Des enseignements concrets ont été tirés de ces échanges dont la RDC pourrait s'inspirer : l'importance des partenariats public-privé (PPP) comme mécanisme de financement innovant des grands projets urbains ; la nécessité de garantir une viabilisation complète des zones (routes, énergie, eau, TIC, assainissement) avant toute occupation ; la mise en place d'une stratégie d'attractivité incitative pour encourager administrations, entreprises et investisseurs à s'implanter dans les nouvelles zones urbaines.

Pour la RDC, où l'urbanisation se développe souvent de manière spontanée et informelle, ces enseignements sont cruciaux.

Kinshasa, mégapole de plus de 15 millions d'habitants, et Kalemie, pôle stratégique du Tanganyika, figurent parmi les villes prioritaires où l'État entend impulser une nouvelle dynamique d'aménagement. L'expérience égyptienne pourrait inspirer la mise en place de zones urbaines modernes, intégrées et planifiées, répondant à la fois aux besoins sociaux et aux impératifs économiques.

• Journée mondiale de la population

Guylain Nyembo réaffirme la vision du Gouvernement pour une démographie maîtrisée et inclusive

Lors de la commémoration, le 11 juillet 2025, de la Journée mondiale de la population placée cette année sous le thème de l'inclusion, de l'autonomisation et de la maîtrise des dynamiques démographiques, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a rappelé la vision et les engagements du Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) en faveur d'une gestion rationnelle et prospective de la démographie nationale.

Il a indiqué que la croissance rapide de la population congolaise constitue à la fois un « défi et une opportunité ». Pour y faire face, il est question pour le Gouvernement, d'anticiper les besoins sociaux, économiques et culturels



de la population, en valorisant son potentiel, en particulier celui de la jeunesse : « En ce jour de commémoration, je réaffirme l'engagement du Gouvernement de renforcer les initiatives innovantes pour créer un environnement favorable à la promotion et à l'autonomisation des jeunes », a déclaré Guylain Nyembo.

Les jeunes au centre de l'action publique

Plus de 60 % de la population congolaise ayant moins de 25 ans, l'action publique entend placer la jeunesse au centre de la planification.

L'objectif est de garantir à chaque jeune les mêmes opportunités d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et aux services sociaux de base. Il s'agit aussi de promouvoir une société où chaque citoyen peut librement bâtir la famille de son choix et contribuer activement à la construction d'un avenir commun fondé sur la justice et l'inclusion.

La Représentante résidente adjointe du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en RDC, Noémi Dalmonte, a insisté sur l'importance du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2), que le Gouvernement va organiser avec l'appui des partenaires techniques et financiers :

« Il s'agit d'une opportunité capitale pour suivre les aspirations et les besoins des jeunes en matière de fertilité, d'autonomie et de projets de vie. Des données fiables permettront d'orienter les politiques et de mettre en œuvre des solutions adaptées », a-t-elle indiqué.

Pour le Gouvernement, le recensement

constitue en effet la pierre angulaire de la planification nationale. Il fournira des statistiques précises sur l'état et la structure de la population, utiles à l'élaboration des politiques publiques alignées sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

• Forum Politique de Haut Niveau sur les ODD

« Nous appelons à une action concertée intégrant paix, sécurité et climat », Guylain Nyembo

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a lancé un appel à la communauté internationale en faveur d'une action concertée qui intègre les dimensions de la paix, de la sécurité, de l'environnement et du financement du développement. C'était lors du Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable (FPHN), tenu du 14 au 23 juillet 2025 au siège des Nations Unies, à New-York (USA).



Dans son discours centré sur les résultats enregistrés en République Démocratique du Congo (RDC) en matière des Objectifs du Développement Durables (ODD), sur les défis sécuritaires et environnementaux et sur les attentes fortes vis-à-vis de la solidarité internationale, Guylain Nyembo a indiqué que la RDC, à l'instar de nombreux pays en développement, « attend une mise œuvre effective des engagements internationaux, notamment ceux pris dans le cadre de l'Engagement de Séville et du financement climatique, condition essentielle pour renforcer la résilience des États les plus exposés aux effets du changement climatique. »

Une croissance économique résiliente

Placé en 2025 sous le thème «Développer des solutions durables, inclusives, fondées

sur la science et des données probantes pour l'Agenda 2030 et ses ODD afin de ne laisser personne de côté », le Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable (FPHN) constitue l'instance principale de suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le Vice-Premier Ministre a indiqué que la RDC affiche, depuis trois ans, une croissance économique résiliente, avec une projection du PIB réel supérieur à 5% en 2025, soutenue par une relance dans les mines, l'agriculture, les télécommunications et les infrastructures. Cette croissance s'est accompagnée d'une mobilisation accrue des ressources nationales et internationales orientées vers les secteurs sociaux.

« L'investissement dans la santé, l'éducation et l'énergie est au cœur de notre stratégie. La mise en œuvre de la couverture santé universelle et la gratuité de l'enseignement primaire en sont des piliers », a expliqué Guylain Nyembo.

Il a brandi les indicateurs sociaux qui sont en nette amélioration dans le pays, ce qui témoigne de la pertinence des politiques publiques mises en œuvres (PNSD et PAG) : 85% des accouchements sont désormais assistés par du personnel qualifié ; le taux de mortalité infantile juvénile a chuté de 148 à 104 pour mille entre 2015 et 2025 (soit une réduction de 42%); près de 60% de la population a accès à une source d'eau potable sécurisée ; des projets énergétiques en cours pourraient doubler l'offre nationale d'électricité d'ici 2030 grâce à l'essor des investissements privés dans les énergies renouvelables.



ODD : la RDC avance, malgré les contraintes

Guylain Nyembo a toutefois fait observer que la dynamique de développement reste exposée à des chocs majeurs, internes et externes. Les conflits armés récurrents dans l'est du pays, la vulnérabilité climatique croissante, les flux migratoires non maîtrisés et la dépendance excessive aux matières premières constituent, a-t-il dit, autant de freins à une croissance inclusive.

Dans les zones en conflit, la suspension du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) constitue une perte de Momentum dans la lutte contre les inégalités spatiales.

De même, les enfants vivant dans ces zones présentent une exposition accrue à la malnutrition chronique et au retard de croissance, selon la dernière Enquête Démographique et de Santé. Ces constats rejoignent les tendances régionales en Afrique centrale, où l'instabilité sécuritaire et les déséquilibres territoriaux freinent l'atteinte des ODD. « Malgré les contraintes, la RDC avance sur le chemin des ODD », a conclu Guylain Nyembo.

• Coopération économique

Rencontre avec Guylain Nyembo, Africa50 explore des opportunités d'investissement en RDC

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, s'est entretenu le 25 juillet 2025 avec Alain Ebobissé, Directeur Général d'Africa50, une plateforme panafricaine d'investissement fondée par la Banque Africaine de Développement (BAD) et une trentaine de 30 pays africains, dont la République Démocratique du Congo (RDC). Leurs échanges ont porté sur les opportunités d'investissement d'Africa50 en RDC, en particulier dans des secteurs stratégiques de l'énergie, des infrastructures de transport, des télécommunications et de la digitalisation des services publics.

« Nous avons discuté des activités d'Africa50 en RDC et de notre volonté d'investir dans des projets à fort impact économique et social. Nous souhaitons contribuer à la vision du Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, en accompagnant la transformation structurelle du pays », a déclaré Alain Ebobissé, à l'issue de la rencontre. Le Vice-Premier Ministre Guylain Nyembo a salué pour sa part,

l'intérêt d'Africa50 pour la RDC. Il a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à créer un environnement attractif, stable et sécurisé pour les investisseurs, notamment dans le cadre des réformes en cours sur la planification, la gouvernance des projets et la coordination de l'aide au développement.



La RDC compte sur des partenaires efficaces

Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de coopération stratégique à long terme, fondée sur la convergence des priorités nationales et des mandats des institutions africaines de financement du développement. Dans un contexte marqué par les défis liés à la transformation économique, à la connectivité régionale, à la transition

énergétique et à l'intégration des territoires, la RDC entend s'appuyer sur des partenaires techniques et financiers capables de mobiliser rapidement des ressources, d'apporter un savoir-faire structurant, et de codévelopper des projets viables et durables.

Africa50, de par son modèle innovant combinant capital public et capitaux privés, apparaît comme un catalyseur pertinent pour accélérer la matérialisation de grands projets structurants du pays, notamment ceux inscrits dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) entre autres le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), et les initiatives d'intégration régionale portées par

la RDC au sein de la SADC, de la CEEAC et du COMESA.

A court terme, cette collaboration pourrait déboucher sur l'identification des projets pilotes dans les domaines de l'énergie propre, de l'aménagement urbain, des infrastructures de transport et du déploiement des réseaux de télécommunications, avec un impact mesurable sur la croissance, la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations.

• 16^e Conférence du CIUAE

Le VPM Guylain Nyembo appelle à bâtir un enseignement universitaire régional « robuste, intégré, innovant et inclusif »

Le 29 Juillet 2025, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a lancé un appel sur le besoin impérieux de bâtir un espace régional de l'enseignement supérieur universitaire « robuste, innovant et inclusif », capable de répondre aux exigences d'un monde en constante évolution. C'était lors de la tenue, à

pour l'Afrique de l'Est (CIUAE).

Cette rencontre d'envergure régionale organisée en République Démocratique du Congo (RDC) a réuni des responsables d'universités, des chercheurs, des partenaires techniques et des décideurs publics de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Le thème retenu pour cette édition, « Réflexions sur les tendances

mondiales en matière d'éducation et leurs implications sur le paysage de l'enseignement supérieur dans la Communauté de l'Afrique de l'Est », illustre l'urgence pour les systèmes éducatifs africains de s'adapter aux mutations en

Engagement de la RDC...

« Cette conférence incarne la pertinence et l'urgence d'une adaptation stratégique de nos systèmes éducatifs. C'est un appel à l'action collective pour que notre jeunesse soit formée aux réalités de demain, ici et maintenant », a notamment déclaré Guylain Nyembo, qui représentait le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à ce forum. Il a fait observer que l'Afrique de l'Est, à l'instar du reste du continent, est interpellée par de nouveaux paradigmes : l'essor des micro-certifications, l'intégration de l'intelligence artificielle dans les pratiques pédagogiques, le développement de l'apprentissage tout au long de la vie, et l'approche transdisciplinaire.



Kinshasa, de la 16^e Réunion annuelle et Conférence du Conseil Inter-Universitaire

cours dans le monde de l'enseignement.



Le Vice-Premier Ministre a réaffirmé, à cette occasion, l'engagement de la RDC à œuvrer aux côtés des pays membres de la CAE pour

construire un avenir commun basé sur la connaissance, la coopération régionale et la souveraineté académique.

• Ministère du Plan et CAD

« Le pays a besoin de vos idées, de votre engagement et de votre professionnalisme », Guylain Nyembo aux cadres et agents en formation

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a rendu une visite surprise, le 6 août 2025, aux cadres et agents du Ministère en formation sur les outils modernes de planification du développement, indispensables pour une gestion publique efficace, intégrée et orientée vers les résultats. « Pour vous qui avez choisi le Ministère du Plan, vous devez savoir que vous êtes ceux qui doivent voir avant tout le monde. Et pour cela, il faut apprendre à maîtriser les outils et à faire des propositions. Le pays a besoin de vous, de vos idées, de votre engagement et professionnalisme », leur a-t-il notamment dit.

« ... il tient à la montée en puissance de notre administration »

Ce message a été bien accueilli par les apprenants. « J'ai été ému par le discours du Vice-Premier Ministre. C'était plus qu'un mot d'encouragement, c'était un appel à servir avec compétence et conviction. On sent qu'il tient à la montée en puissance de notre administration », a déclaré l'un d'eux, Mwabokote Miyoko.



Cette formation s'inscrivait dans la vision stratégique du Vice-Premier Ministre de faire du Ministère du Plan une administration d'excellence, à la fois technique et transversale, capable d'anticiper les mutations et de proposer des réponses pertinentes aux grands défis du développement national.

En valorisant le capital humain et en investissant dans les compétences internes, le Ministère entend jouer pleinement son rôle de moteur de la planification stratégique et du pilotage du développement en République Démocratique du Congo.

• Programme d'Appui à l'Atteinte des Jalons Lancement officiel de la Task-force 2025-2026

La première réunion de la Task-force du Programme d'Appui à l'Atteinte des Jalons (PAAJ) pour l'échéance 2025-2026, s'est tenue le 12 août 2025, sous la supervision du Secrétaire Général du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (CAD), Daniel Epembe.

Le PAAJ est un cadre essentiel d'appui aux ministères sectoriels dans la réalisation des jalons stratégiques convenus entre la République Démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires. Il favorise une meilleure articulation entre la planification nationale et les actions concrètes de développement, en mettant l'accent sur la cohérence, l'efficacité et la redevabilité.



Création des comités provinciaux des populations

Lors de cette première réunion tenue sur instruction du Vice-Premier Ministre Guylain Nyembo, les membres de la Task-force ont mis à jour sa feuille de route,

avec pour objectif d'optimiser les résultats attendus et de s'assurer que les engagements pris par la RDC soient respectés dans les délais.

Parmi les décisions majeures adoptées, figure la création des comités provinciaux des populations dans toutes les provinces de la RDC d'ici fin août 2025. Ces structures auront pour mission de renforcer la gouvernance stratégique, d'assurer le suivi de proximité des actions du PAAJ et de favoriser l'inclusion des communautés locales dans le processus de développement.



• **Gouvernement Suminwa II**
**Guylain Nyembo reconduit Ministre d'État
au Plan et à la Coordination de l'Aide
au Développement**



Le Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a procédé le 8 août 2025 au remaniement du Gouvernement de la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka. Dans cette nouvelle équipe gouvernementale, dite Suminwa II, composée de 55 membres, Guylain Nyembo Mbwizya a été reconduit à la tête du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, en qualité de Ministre d'État.

Cette reconduction constitue une marque de confiance renouvelée du Chef de l'État à l'égard d'un homme qui, depuis son entrée au Gouvernement, a su redonner au Ministère du Plan toute sa place de « Pivot et Sentinelles » de l'action publique. Sous son leadership, le Ministère s'est imposé comme un acteur central de la planification stratégique, du suivi des performances gouvernementales et de la coordination des partenaires techniques et financiers autour des priorités nationales. À travers ce geste, le Président de la République et la Première Ministre réaffirment leur attachement à la continuité, à la cohérence et à la rigueur dans la gestion de l'action gouvernementale.

Le Ministre d'État Guylain Nyembo a exprimé sa profonde gratitude au Chef de l'État et à la Première Ministre pour cette confiance renouvelée, réitérant son engagement à poursuivre, avec détermination et efficacité, la mise en œuvre des réformes structurelles destinées à renforcer la planification du développement et la coordination de l'aide au service du progrès national. « *Sous l'impulsion du Président de la République et dans la vision du Gouvernement Suminwa II, le Ministère du Plan poursuivra son action aux côtés de toutes les parties prenantes nationales et internationales, pour traduire les priorités du Programme du Gouvernement en actions concrètes et mesurables au bénéfice de la population congolaise.* »

Avec cette reconduction, l'élan enclenché en 2024 se poursuit et s'intensifie :
« *Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour moderniser et pour transformer des vies.* »

• Gouvernance et Planification

La RDC se dote d'un Bulletin d'Informations des Secteurs Productifs

Le Secrétaire Général ad intérim du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, John Kukulu, représentant le Ministre d'État, Guylain Nyembo, a lancé officiellement le processus de validation du Bulletin d'Informations des Secteurs Productifs (BISP), lors d'un atelier national organisé le 20 août 2025, à Kinshasa.

Conçu comme une plateforme de référence, le BISP a pour objectif de centraliser et fiabiliser les données relatives aux principaux secteurs productifs du pays : agriculture, industrie, mines, hydrocarbures, pêche et élevage. Ce bulletin semestriel fournira aux décideurs publics et aux investisseurs des indicateurs fiables et actualisés.

Il constituera une base stratégique pour la formulation des politiques publiques, la planification sectorielle et la mobilisation des investissements nationaux et étrangers.



Son lancement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), qui place l'industrialisation, la diversification de l'économie et la souveraineté alimentaire au cœur de ses priorités.

En renforçant la transparence et la circulation des données, le BISP ambitionne de devenir un levier d'aide à la décision et un outil de suivi de la performance économique.

• Gouvernance publique

Guylain Nyembo à l'écoute des présidents des Conseils provinciaux de la Jeunesse

Le Caucus des présidents des Conseils provinciaux de la Jeunesse (CPJ) a été reçu le 21 août 2025 par le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, auprès de qui il est venu solliciter une plus grande implication des jeunes dans la gouvernance publique et le suivi des projets nationaux, en particulier le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).



« Nous comptons sur le Ministre et lui aussi compte sur nous. Le PDL-145T doit bénéficier de l'appui des jeunes leaders

que nous sommes, présents jusque dans les villages », a notamment affirmé Marcel Mwenyi, porte-parole du Caucus.

Le Ministre d'État Guylain Nyembo a salué à l'occasion, l'engagement de la jeunesse congolaise et réaffirmé la volonté du Gouvernement d'associer les jeunes à toutes les étapes des politiques publiques, soulignant leur rôle central dans la paix, la cohésion nationale et le développement socio-économique.

• 134^e Réunion du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC

« La transparence extractive doit d'abord profiter aux populations locales », Guylain Nyembo

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a rappelé la finalité de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), lors la 134^e Réunion ordinaire du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC, tenue à Kinshasa. « Nous travaillons pour la gouvernance dans ce secteur extractif. Le pays doit en tirer le meilleur bénéfice, surtout les populations locales », a-t-il déclaré en substance. Cette orientation souligne la volonté du gouvernement de faire de la transparence non seulement un outil de bonne gouvernance, mais aussi un levier de redistribution équitable des revenus extractifs en faveur des communautés vivant dans les zones minières.



Points abordés

Lors de cette réunion, les membres du Comité Exécutif ont examiné et adopté plusieurs points : accueil de nouveaux membres pour renforcer la représentativité et l'inclusivité du processus ITIE en RDC ; le Rapport de cadrage 2023, un document stratégique qui prépare l'élaboration du Rapport ITIE national ; la préparation

de la validation ITIE 2026, une étape cruciale qui permettra d'évaluer les progrès réalisés par la RDC en matière de transparence et de redevabilité dans la gestion de ses ressources naturelles.

En plaçant la transparence au cœur de la gestion des ressources naturelles, le gouvernement réaffirme son engagement à : promouvoir la redevabilité des acteurs publics et privés ; attirer des investissements responsables et durables ; consolider la confiance entre l'État, les entreprises et la société civile et favoriser un développement inclusif, particulièrement dans les territoires directement impactés par l'exploitation des ressources.

• Approche Nexus

RDC : Guylain Nyembo et Cristina Hoyos appellent à une meilleure coordination des interventions des partenaires

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a reçu en audience, le jeudi 21 août 2025, Cristina Hoyos, Conseillère Principale de l'approche Nexus en République Démocratique du Congo. Cette rencontre faisait suite à l'atelier national sur l'approche Nexus organisé quelques jours plus tôt. L'événement avait réuni le Gouvernement, les Nations Unies, les ONG ainsi que plusieurs partenaires techniques et financiers, autour d'un objectif commun : améliorer la coordination entre les réponses humanitaires, les actions de développement et les initiatives de consolidation de la paix.

Vers une meilleure cohérence des actions

Au cœur des échanges, les deux personnalités ont insisté sur l'importance



d'une synergie accrue entre les acteurs impliqués. L'approche Nexus vise en effet à sortir de la logique de réponses fragmentées pour privilégier une planification intégrée, capable de répondre efficacement aux crises tout en renforçant la résilience des communautés affectées.

Mme Hoyos a rappelé que « pour avoir plus d'impact sur le terrain, les ministères doivent travailler ensemble, échanger et coordonner leurs actions ». Cette démarche s'inscrit dans une dynamique où l'alignement des partenaires sur

les priorités nationales, notamment celles définies dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), devient une condition essentielle de réussite. La RDC est confrontée à des défis multiples, allant des urgences humanitaires aux besoins de développement à long terme, en passant par la consolidation de la paix dans les zones affectées par les conflits. L'approche Nexus propose une réponse intégrée à ces défis, en évitant la duplication des efforts et en renforçant l'efficacité des ressources mobilisées.

En s'appuyant sur cette logique, le Ministère du Plan entend jouer pleinement son rôle de chef d'orchestre de la planification et de la coordination des interventions extérieures, afin que chaque action contribue de manière cohérente à la réalisation des objectifs de développement durable et à la stabilisation du pays.

• Forum Climat des affaires et lutte anticorruption

Guylain Nyembo invite à la moralisation de la vie des affaires

À l'occasion du Forum sur le climat des affaires et la lutte contre la corruption organisé le 27 août 2025 à Kinshasa par la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), en partenariat avec l'Ambassade des États-Unis et l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD), le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo Mbwizya, a lancé un appel solennel à

la moralisation de la vie des affaires et à la construction d'un environnement économique transparent et compétitif.

Dès son allocution, Guylain Nyembo a replacé la problématique dans son cadre global : « La corruption est un phénomène universel, elle existe partout, à des degrés divers, dans les pays développés comme dans ceux en voie de développement ». En République Démocratique du Congo (RDC), « elle constitue un frein majeur à l'investissement, un obstacle au développement et un facteur de méfiance entre les citoyens, les institutions et les partenaires économiques. »



Un partenariat État-secteur privé incontournable

S'adressant aux représentants de la FEC et aux opérateurs économiques présents à ce Forum, le Ministre d'État a mis en

avant une vérité simple : « Le cycle de la corruption appelle l'interaction entre deux acteurs : un corrupteur et un corrompu. » En ce sens, la lutte ne saurait se limiter aux institutions

publiques. Elle exige aussi un engagement fort du secteur privé, souvent pris au piège des pratiques de fraude fiscale, douanière, de blanchiment d'argent ou de concurrence déloyale.

Guylain Nyembo a ainsi invité les entrepreneurs à « ne pas céder à la tentation des facilités occultes », car, a-t-il insisté, la moralisation des affaires est la seule voie pour bâtir une économie compétitive et durable. Il a rappelé que le Gouvernement, sous l'impulsion du Chef de l'État, a fait de la bonne gouvernance et de la lutte anticorruption un axe prioritaire du Programme d'actions 2024-2028.

Parmi les réformes engagées figurent : la feuille de route des réformes du climat des affaires, adoptée en février 2025, qui place la transparence et l'intégrité au cœur de l'amélioration de l'environnement économique ; le renforcement des organes de contrôle et d'audit, tels que l'Inspection Générale des Finances (IGF), la Cour des comptes et l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption (APLC), devenus de véritables remparts contre les détournements ; la dématérialisation et la digitalisation des procédures administratives, afin de réduire les contacts directs entre agents publics et usagers, sources traditionnelles de corruption.

Ces réformes s'inscrivent dans une dynamique régionale et internationale : la RDC est partie prenante de plusieurs conventions internationales de lutte contre la corruption, et son engagement est scruté par les agences de notation et les investisseurs étrangers.

Un climat des affaires attractif, condition de la croissance

Le Ministre du Plan a souligné que l'objectif ultime de ces efforts est de rendre la RDC plus attractive pour

les investissements, en garantissant un cadre économique clair et équitable. Dans un pays doté d'immenses ressources naturelles, mais confronté aux défis de la diversification et de la création d'emplois, l'assainissement du climat des affaires est perçu comme une condition sine qua non de la croissance inclusive. « *Moraliser la vie économique n'est pas une option, mais une obligation pour bâtir une RDC prospère et crédible* », a affirmé Guylain Nyembo, appelant à un sursaut collectif.

Le Ministre d'État a réitéré la disponibilité de son ministère à recevoir et intégrer les recommandations issues de ce forum, preuve de l'importance accordée au dialogue public-privé. Ce forum doit marquer un tournant, a-t-il souligné : celui d'une gouvernance où l'État fixe les règles et garantit



leur application, tandis que le secteur privé adopte des pratiques responsables pour contribuer à la croissance et à la stabilité. « *Ensemble, nous devons faire de la lutte contre la corruption non seulement un impératif moral, mais aussi un levier de compétitivité et de développement pour la République Démocratique du Congo* », a conclu Guylain Nyembo.

• Coopération au développement Redynamisation des Groupes Thématiques Sectoriels pour renforcer le dialogue Gouvernement-Partenaires au développement

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a présidé le 2 septembre 2025 à l'Hôtel du Gouvernement, une réunion de redynamisation des Groupes Thématiques Sectoriels (CP-GTS), pour consolider le dialogue politique et technique entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires de développement.



Guylain Nyembo a rappelé à cette occasion, en sa qualité de Président du Comité de Pilotage des GTS, que redynamiser cette structure, « *c'est consolider le cadre institutionnel d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation de la stratégie nationale de développement ; c'est assurer la cohérence de l'action gouvernementale, garantir la lisibilité des réformes et*

protéger l'État des effets néfastes des initiatives isolées et éparses. » Les GTS constituent, en effet, un instrument institutionnel majeur qui permet d'assurer la cohérence des politiques publiques et des réformes entreprises par le Gouvernement, de renforcer la coordination et l'efficacité de l'aide publique au développement, de garantir une meilleure lisibilité des priorités nationales et d'éviter les initiatives

fragmentées ou non alignées qui fragilisent l'action de l'État. Leur redynamisation est à ce titre essentielle pour assurer la pleine opérationnalisation du Plan National Stratégique de

Développement (PNSD 2024-2028), et harmoniser les efforts de tous les acteurs impliqués dans le développement du pays.

Des décisions importantes

Cette réunion a permis d'aboutir à plusieurs décisions : (I) Validation du Cadre opérationnel actualisé des GTS, assorti d'un tableau synoptique clarifiant

les mécanismes de coordination et de redevabilité ; (II) Institutionnalisation du Groupe de Concertation Nexus-HDP (Humanitaire – Développement – Paix)



en RDC, pour une réponse intégrée aux défis de gouvernance, de stabilisation et de résilience ; (III) Présentation et vulgarisation du PNSD 2024-2028, afin de favoriser son appropriation par l'ensemble des partenaires techniques et financiers ; (IV) Adoption de la Feuille de route du Forum technique des GTS, qui servira de boussole pour les prochaines étapes.

Engagé au dernier trimestre 2024, le processus de redynamisation des GTS traduit la détermination du Gouvernement, par le truchement du ministère du Plan et de la CAD, à promouvoir un partenariat constructif et durable avec l'ensemble des partenaires au développement, pour atteindre les objectifs du PNSD.



PDL 145 TERRITOIRES



« Les missions de terrain sont pour moi essentielles pour la coordination et surtout le contrôle de cet important programme »,

Guylain Nyembo, dans la zone CFEF au Kongo central





PDL 145

TERRITOIRES

Aperçu de quelques sites (Kongo-central)

- Songololo
 - Mbanza-Ngungu
 - Madimba



Neuf sites visités dans trois territoires du Kongo-central, zone CFEF

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo Mbwizya, a effectué le 3 septembre 2025, une importante mission de supervision du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), dans trois territoires (Songololo, Mbanza-Ngungu, Madimba) de la province du Kongo central, où ce programme-phare initié par le président Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo pour réduire les inégalités entre les milieux urbains et ruraux, est mis en œuvre par la Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF).

« Ces missions sont essentielles pour moi, non seulement pour assurer la coordination du PDL-145T, mais surtout pour le contrôle de cet important programme. Rappelez-vous, le président de la République a fait une communication importante sur le PDL-145T, que nous devons veiller à ce que le projet puisse avancer pour la fin de cette année. Nous devons donc nous rendre compte de l'évolution des travaux sur le terrain », a expliqué Guylain Nyembo, lors de ce déplacement.

Satisfait, mais toujours demandeurs...

Guylain Nyembo qui était accompagné du chargé des opérations de la CFEF, Jean Tshikuna, du Coordonnateur du Comité Technique de Suivi du Programme (CTSP), Jean-Philippe Mukwaki et des membres de son cabinet, a visité neuf sites dans ces territoires où des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ont été construites dans le cadre du volet 1 du programme.

Dans le territoire de Songololo, il s'agit de l'Ecole primaire Ndimi dans la cité de Lufu, à la frontière angolaise, opérationnelle depuis septembre 2024 ; du Centre de santé de Songololo d'une capacité de 14 lits qui dessert environ 7 000 habitants du village et des environs ; du bâtiment administratif du territoire et de l'Ecole primaire Kikaba.

Dans le territoire de Mbanza-Ngungu, le MinÉtat et sa délégation ont visité le bâtiment administratif du territoire réceptionné il y a une année (mais pas encore fonctionnel), l'EP Kunda Masangu (en attente de réception technique et provisoire), et l'EP Boko (opérationnelle depuis 2024).

• 14

Dans le territoire de Madimba, enfin, il s'agit de l'EP Ndinga et du bâtiment administratif.

Partout où il a été, le MinÉtat a écouté attentivement les bénéficiaires directs qui ont souvent réclamé plus de salles de classe, de bancs ou de bâtiments pour les écoles, au regard du nombre d'élèves en nette croissance, motivée par l'attrait des nouvelles infrastructures ; des équipements et/ou des moyens financiers pour les centres de santé et les bâtiments administratifs ; certains bénéficiaires ont relevé quelques malfaçons dans la réalisation des ouvrages, que les entreprises vont devoir rapidement remettre à la norme, sous l'accompagnement de la CFEF...

« Nous avons constaté qu'il y a quelques endroits où il y a de petites failles. Nous avons demandé que cela soit corrigé et ce sera fait, a rassuré Guylain Nyembo. C'est aussi l'importance de descendre soi-même sur le terrain. Car, il y a des choses que les gens voient, ils disent que c'est fait. Mais pour moi, en termes de qualité, il y a des exigences que nous avons au niveau du gouvernement que nous devons respecter. Mais la plupart de ce que nous avons visité sont des réalisations bien faites, selon les cahiers de charges qui ont été délivrés. »

Le MinÉtat veut l'accompagnement de l'IGF

Satisfait de cette mission de supervision dans une des provinces d'exécution de la CFEF, le MinÉtat entend poursuivre ces descentes sur le terrain. « Vous voyez que je ne pourrai pas descendre dans tous les 145T. Mais je vais surtout là où on a confirmé que les travaux ont été réalisés. Je veux me rendre compte que c'est fait, et on poursuit là où il y a des difficultés pour certains prestataires. C'est là où j'ai demandé que l'IGF puisse nous accompagner, là où nous aurons des situations un peu compliquées pour certains prestataires. »

Pour les infrastructures déjà livrées, le MinÉtat a attiré l'attention des bénéficiaires. « Vous avez remarqué qu'à chaque fois je ne passe pas en vitesse. Je regarde tout, surtout les toilettes. J'aime bien que les enfants ou toute personne qui fréquente les milieux sanitaires les trouvent propres pour éviter les maladies.

C'est important que les ouvrages qui sont réalisés soient faits dans les règles, et que ceux qui les utilisent puissent les préserver et garder la propreté », a-t-il répété partout, préoccupé par la question du capital humain et de la protection des citoyens. Il a aussi demandé que la sécurité soit assurée dans les nouvelles infrastructures, surtout autour et dans les écoles, pour les protéger contre tout acte d'abus ou de criminalité.

En rapport avec les nouvelles dépenses enregistrées dans les bâtiments administratifs qui sont désormais équipées d'ordinateurs, le MinÉtat s'est engagé à faire rapport et en discuter avec son collègue, le Vice-premier Ministre de l'Intérieur. « Nous allons voir dans quelle mesure trouver des ressources pour financer ces progrès et faire en sorte que l'administration soit gérée en mode digital, qui protège mieux les informations administratives pour une meilleure gestion du pays. »

La CFEF entend tenir le délai

En dépit de quelques petites anomalies constatées là, le chargé des opérations de la CFEF, Jean Tshikuya a exprimé sa satisfaction pour les infrastructures déjà construites. « Beaucoup croyaient que le PDL est un projet qui n'existe que de nom, a-t-il dit. Mais vous avez vu les ouvrages qui sont là. C'est une occasion pour nous de remercier le gouvernement qui nous a fait confiance en tant qu'agence d'exécution. Et de féliciter les acteurs (entreprises, mission de contrôle, collègues de la CFEF) qui ont permis à ce que tous ces ouvrages soient aujourd'hui une réalité. »

Il a rassuré que des instructions ont été données aux entreprises et à la mission de contrôle de ne pas attendre la réception définitive, et de s'atteler à corriger ces anomalies le plus tôt possible. Selon Jean Tshikuna, sur 165 ouvrages que la CFEF doit exécuter dans le Kongo central, 80 ont déjà été achevés et les autres sont en cours de finition. « Je pense que d'ici la fin septembre 2025, une dizaine d'autres infrastructures seront totalement achevées. Et nous doublons les efforts par rapport au deadline qui nous a été donné, pour qu'au plus tard le 31 décembre 2025, nous puissionsachever tous les ouvrages », a-t-il déclaré.

TNSE

TABLEAU NUMERIQUE DE SUIVI-EVALUATION

• Tournée de présentation du TNSE

Guylain Nyembo mobilise les ministres réformateurs pour faire accélérer les réformes sur le Climat des affaires



• Présentation du TNSE

Sept ministres réformateurs sur dix-huit mobilisés, lors de la première étape de la tournée de Guylain Nyembo

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a débuté au mois de septembre 2025, une tournée de présentation aux ministres réformateurs, du Tableau Numérique de Suivi-Evaluation (TNSE) des réformes engagées par le Gouvernement pour améliorer le Climat des affaires en République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agit d'un outil digital qui permet de mesurer, en temps réel, l'avancement des réformes sur le climat des affaires, d'identifier les blocages et de proposer des solutions concrètes.

Au total, dix-huit (18) ministres sont concernés par ces réformes, que le Ministre d'Etat Guylain Nyembo s'emploie à rencontrer et à sensibiliser sur l'importance de cet outil (TNSE), afin de sécuriser leur engagement et de créer une dynamique collective indispensable à l'atteinte des résultats. « L'objectif est d'amener chaque ministère réformateur à accélérer la mise en œuvre des réformes attendues », a déclaré Guylain Nyembo, dès l'entame de sa tournée, le 5 septembre au ministère de la Justice et Garde des Sceaux.

Objectif : accélérer la mise en œuvre des réformes

Face à des résultats jusque-là mitigés dans la mise en œuvre des réformes sur le climat des affaires en RDC, le Gouvernement avait décidé, en 2021, de réaménager le système de suivi et évaluation de ces réformes, en mettant l'accent sur la transparence et la redevabilité. Le nouvel outil mis en place, le TNSE, devrait apporter des bénéfices multiples : meilleure coordination, traçabilité complète des décisions et de leur impact, accélération du rythme des réformes et, surtout, amélioration de l'environnement des affaires pour attirer davantage d'investissements en RDC.

La feuille de route sur l'amélioration du climat des affaires, validée le 21 février 2025 par le gouvernement, détermine les réformes spécifiques assignées à chacun des 18 ministères réformateurs. Ceux-ci disposent des points focaux formés à ce sujet par l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) et la Cellule Climat des Affaires de la Présidence de la république.

Au mois de septembre, Guylain Nyembo est donc allé parler du TNSE à ses collègues du gouvernement et ministres réformateurs de la Justice et Garde des Sceaux (1), du Portefeuille (2), des Transports, Voies de Communication et Désenclavement (3), de l'Economie nationale (4), du Travail et Emploi (5), des Ressources Hydrauliques et Energie (6), et du Budget (7). Il leur a tour à tour expliqué les fonctionnalités et l'efficacité de cet outil novateur dans la conduite des réformes. Question de les mobiliser pour que chacun joue pleinement sa partition dans le processus de mise en œuvre des réformes et d'amélioration du climat des affaires.

Responsabiliser chaque ministre réformateur

Le fait de débuter cette tournée par le ministère de la Justice et Garde des Sceaux n'était pas fortuit. La Justice joue en effet un rôle central dans l'amélioration du climat des affaires. Elle est garante de la sécurité juridique des affaires, de la crédibilité des réformes, de la protection des droits de propriété et de la lutte contre la corruption, autant d'éléments indispensables pour instaurer la confiance auprès des investisseurs. « Il était important pour moi d'être personnellement présent afin de témoigner de la volonté du Ministère du Plan, mais aussi de montrer aux acteurs du secteur privé que le Gouvernement reste mobilisé », a expliqué dès le début le Minétat, chez son collègue de la Justice, Guillaume Ngefa.

Comme baromètre de la transparence et de l'efficacité gouvernementale, le TNSE matérialise la promesse du Gouvernement de rendre l'amélioration du climat des affaires non seulement mesurable, mais aussi irréversible. Et au-delà de l'outil, c'est une véritable méthode de gouvernance qui s'installe.

Sous l'impulsion du Président Félix-Antoine Tshisekedi et la conduite de la Première Ministre Judith Suminwa, le Gouvernement entend ainsi inscrire son action dans trois priorités : assurer une amélioration durable du climat des affaires grâce à des réformes concrètes et mesurables ; garantir une transparence accrue dans la mise en œuvre des politiques publiques ; et créer un environnement économique suffisamment attractif pour mobiliser des investissements, générer des emplois et stimuler la croissance.

• Diplomatie

Le TNSE présenté au Groupe d'Ambassadeurs engagés dans le dialogue sur le Climat des affaires

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (CAD), Guylain Nyembo a rassuré, le 16 septembre 2025, le Groupe d'Ambassadeurs

engagés dans le dialogue sur l'amélioration du climat des affaires en République Démocratique du Congo (RDC), sur les efforts déployés par le gouvernement pour assainir l'environnement des affaires.

Il leur a présenté à cette occasion, le Tableau Numérique de Suivi-Evaluation



(TNSE) du Climat des affaires, un outil technologique conçu pour mesurer en temps réel l'avancement des réformes, identifier les blocages et contraintes, et proposer des solutions efficaces pour accélérer leur mise en œuvre.

Discussions constructives

« Nous avons eu des discussions

constructives avec le ministre qui nous a expliqué l'importance de cet outil numérique en implémentation dans différents ministères. Nous saluons les progrès réalisés », a indiqué à l'issue de la rencontre, Angèle Samura, Ambassadrice des Pays-Bas et porte-parole du Groupe.

Une quinzaine de diplomates et de représentants des partenaires techniques et financiers (PTF) avaient pris part à cette rencontre, inscrite dans la dynamique de transparence et de concertation permanente entre le gouvernement et la communauté internationale, au sujet des réformes engagées en RDC pour améliorer le climat des affaires.

• Partenariat

La RDC capitalise le 4è cycle de suivi du Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement

L'atelier du Dialogue d'Actions du 4è cycle de suivi du Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au Service du Développement (PMCED) s'est tenu du 22 au 24 septembre 2025 à Kinshasa, autour du thème « Renforcer la transparence des données sur l'aide et la redevabilité des acteurs afin d'accélérer la marche vers les Objectifs de Développement Durable. »

Il a permis à la République Démocratique du Congo (RDC) de mieux suivre les flux d'aide et de coopération, de renforcer la responsabilité partagée entre partenaires, et d'orienter les investissements vers des secteurs prioritaires pour le développement humain et économique. Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo en mission officielle, était représenté à ces assises par le Secrétaire général au Plan, Daniel Epembe.

Dans son allocution, il avait insisté sur la dimension pratique de l'exercice.



« Les conclusions de ce suivi doivent fournir des preuves déterminantes, permettant aux acteurs de reconnaître leurs atouts, mais aussi les contraintes qui freinent la réalisation des Objectifs de Développement Durable », avait-il affirmé.

Rendre l'Aide au développement efficace et transparente

Le PMCED est une plateforme internationale qui réunit gouvernements, bailleurs de fonds, organisations de la société civile et secteur privé autour d'un objectif commun : rendre l'aide plus efficace et plus transparente pour maximiser son impact.

Engagée dans ce processus depuis plusieurs cycles, la RDC a profité de ce 4ème cycle pour aligner les principes mondiaux sur ses priorités nationales de développement, notamment à travers le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028).

Cet atelier technique marque l'entrée dans la 5ème et dernière phase du cycle de suivi, dédiée au Dialogue d'Actions. Les discussions ont abouti à l'élaboration d'un projet d'engagements nationaux pour une coopération efficace, qui sera ensuite validé lors de la tenue d'un Dialogue de haut niveau.

Ce rendez-vous stratégique réunira les décideurs nationaux et les partenaires internationaux afin d'enterrer les conclusions techniques et d'ouvrir la voie à leur mise en œuvre.

• Diplomatie économique

De New York à Bruxelles, Guylain Nyembo place la RDC au cœur des investissements internationaux

La République Démocratique du Congo (RDC) a multiplié les initiatives diplomatiques et économiques, lors de la mission menée du 22 au 28 septembre 2025, par le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo. Entre New-York (USA), centre névralgique des Nations Unies, et Bruxelles (Belgique), carrefour des échanges Europe-Afrique, l'agenda de Guylain Nyembo a été marqué par des plaidoyers en faveur de la mémoire et de la justice, des interventions sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), et des rencontres bilatérales et sectorielles centrées sur la mobilisation des investissements et la coordination de l'aide internationale. Une séquence diplomatique dense qui illustre la volonté du Gouvernement de faire de la RDC un acteur incontournable dans la consolidation de la paix et le développement durable en Afrique.

Plaidoyers pour la reconnaissance du Genocost

La mission a débuté par un plaidoyer à New-York en faveur de la reconnaissance internationale des génocides commis en RDC, lors d'un événement organisé le 22 septembre par le Fonds National des Réparations des Victimes des violences



sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'Humanité (FONAREV). Placée sous le thème « Trente ans de conflits armés : vérité, justice et mémoire », cette rencontre a mis en avant la nécessité de porter la voix des victimes et de présenter des témoignages marquants ; de mettre en lumière la dimension humaine et économique des violences, notamment à travers le concept de Genocost ; d'appeler la communauté internationale à reconnaître officiellement ces crimes et à soutenir des mécanismes de justice et de réparation.

Dans la même dynamique, au siège des Nations Unies, Guylain Nyembo a pris part au « SDG Moment 2025 », une rencontre mondiale dédiée à l'accélération de la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Sous le thème « Keeping the Promise », cette rencontre mondiale a souligné les défis de financement, les inégalités persistantes et l'urgence climatique.

Appel aux investisseurs

Dans le cadre du « Invest in DR Congo Ball », un événement centré sur la diplomatie économique et la mobilisation des investissements en faveur de la RDC, Guylain Nyembo a mis en avant, le 23 septembre 2025, les atouts stratégiques de la RDC. : « En investissant en RDC, vous n'engagez pas seulement des capitaux : vous investissez dans un avenir partagé, concret, mesurable. Ensemble, catalysons l'investissement qui transformera l'essai et fera du Congo non plus un géant endormi, mais un géant debout au cœur de l'Afrique, moteur de progrès pour tout un continent », a-t-il déclaré, devant un public d'investisseurs et de décideurs internationaux.

Le Ministre d'Etat a par la suite rencontré Elizabeth Spehar, Sous-Secrétaire générale de l'ONU chargée de la consolidation de la paix. Un engagement de 50 millions USD a été annoncé à cette occasion, pour soutenir la paix et le relèvement communautaire en RDC en 2025, et accompagner la transition post-MONUSCO. Guylain Nyembo a plaidé, là encore, pour un meilleur ancrage local des projets, une répartition équilibrée des ressources et une coordination renforcée avec le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).

Des rencontres bilatérales porteuses

Le 24 septembre 2025, d'autres rencontres bilatérales ont permis de renforcer les partenariats notamment avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Guylain Nyembo s'est ainsi entretenu avec Carmen Burbano de Lara, Directrice mondiale des programmes du PAM.



Ensemble, ils ont évoqué la mise en place du Programme National d'Alimentation Scolaire. Ce projet vise à lutter contre la faim, améliorer la santé des élèves et réduire l'abandon

scolaire, et de soutenir la production agricole locale à travers des achats alimentaires de proximité. Le PAM a confirmé son appui technique et financier pour accompagner ce programme qui constitue un levier majeur de développement humain en RDC.

Le Ministre d'Etat a également rencontré Aïssata De, Directrice régionale adjointe pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Leurs entretiens ont porté sur l'avancement du PDL-145T, dont le volet mis en œuvre par le PNUD affiche un taux d'exécution de près de 60 %. Aïssata De et le Ministre d'Etat ont convenu de préparer un nouveau programme élargi intégrant l'assainissement urbain et la gestion de la circulation routière, en réponse aux défis croissants des grandes villes congolaises. Ils ont enfin discuté

de l'organisation d'une conférence des investisseurs début 2026, pour mobiliser des financements alignés sur les priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD).



Le secteur privé n'a pas été en reste. Elios Towers Group (une société de télécommunications basée à Londres) a confirmé un investissement de 250 millions USD pour la modernisation numérique, tandis que la Banque africaine de développement Shelter Afrique a réitéré son appui au financement du logement et des infrastructures urbaines à travers des Partenariats Public-Privé.

Bruxelles : renforcer les ponts entre l'Europe et l'Afrique

La mission s'est poursuivie le 26 septembre 2025 à Bruxelles (Belgique) où le Ministre d'État Guylain Nyembo a pris part à la 15^e édition du Forum Europe-Africa Investment. Cet événement était organisé par Credassur Group, une structure européenne spécialisée dans la mise en relation des décideurs politiques, investisseurs et institutions, avec pour objectif de créer des passerelles économiques durables entre l'Afrique et l'Europe. S'adressant aux participants à ce Forum, Guylain Nyembo a mis l'accent sur le fait que l'aide extérieure et

les investissements privés ne sont pas en concurrence.



Ils sont complémentaires pour impulser le développement durable. « *Investir en République Démocratique du Congo, c'est investir pour un avenir durable. Et le moment d'investir, c'est maintenant* », leur a-t-il dit.

Cette tournée euro-américaine a permis, encore une fois, au Ministre d'Etat Guylain Nyembo de positionner la RDC comme une destination incontournable pour les investissements internationaux, de renforcer les Partenariats Public-Privé et de coordonner l'aide internationale dans un cadre transparent, conformément à la vision de développement impulsée par le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et portée par le Gouvernement conduit par Judith Suminwa, Première Ministre.



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

Équipe de rédaction du magazine

Directeur de la publication

Guylain Nyembo Mbwizya,
*Ministre d'État, Ministre du Plan
et de la Coordination de l'Aide au
Développement*

Directrice de la rédaction

Melissa Lubanzadio,
Conseillère en communication

Rédacteur en chef

Godefroid Bwiti Lumisa
Chargé d'études/Rédacteur Principal

Production

**Cellule de communication et
médias du cabinet du Minétat Plan
et CAD**

Melissa Lubanzadio
Conseillère en communication

Godefroid Bwiti Lumisa
Chargé d'études/Rédacteur Principal

Benjamin Mutamba
Attaché de presse

Idantiti Communication
Agence de communication

Eunice Mputu
Hillary Muongo
Médiathèque

Joël Batala
Graphiste

Christian Lemisa
Photographe

Yannick Mata
Chansel Matondo
Photo/Vidéo

Secrétariat Général du Ministère
La DANTIC

Le Pivot-Sentinelle



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT



Le Pivot-Sentinelle



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT



Ministère du Plan et de la Coordination
de l'Aide au Développement
plan.gouv.cd

4155, Rue des Coteaux, Petit Pont, Kinshasa - Gombe
Tél. : +243990055549 • E-mail : info@plan.gouv.cd
www.plan.gouv.cd

